



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N° 2025-94

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre, à 18h30.

Le Conseil communautaire dûment convoqué le dix-huit novembre, s'est réuni en session ordinaire, à Chaponost, sous la présidence de Madame Françoise GAUQUELIN, Présidente.

Le secrétaire de séance désigné est : Mme Patricia GRANGE

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 37

Nombre de conseillers communautaires présents : 25

Nombre de conseillers communautaires absents et représentés : 8

Nombre de conseillers communautaires absents : 4

PRESENTS :

Mme Monia BEN SLAMA, M. Serge BERARD, Mme Laurence BEUGRAS, Mme Agnès BERAL, MM. Guy BOISSERIN, Jean-Marc BUGNET, Mme Josiane CHAPUS, MM. Dominique CHARVOLIN, Damien COMBET, Mme Christiane CONSTANT, M. Jérôme CROZET, MM. Pierre FRESSYNET, Alain GARDETTE, Mme Françoise GAUQUELIN, MM. Jean-Louis GERGAUD, Jean-Philippe GILLET, Mme Patricia GRANGE, M. Guillaume LEVEQUE, Mme, Pascale MILLOT, M. Grégory NOWAK, MM. Jean-François PERRAUD, Mmes Claire REBOUL, Céline ROTHEA, Anne-Claire ROUANET, Catherine STARON.

ABSENTS REPRESENTES :

Mme Marie DECHESNE donne pouvoir à Mme Anne-Claire ROUANET
M. Thierry DILLENSEGER donne pouvoir Mme Pascale MILLOT
M. Pierre FOUILLAND donne pouvoir à Mme Françoise GAUQUELIN
M. Ernest FRANCO donne pouvoir à Mme Catherine STARON
Mme Valérie GRILLON donne pouvoir à M. Serge BERARD
M. Erwan LE SAUX donne pouvoir à M. Jean-Philippe GILLET
Mme Christine MARCILLIERE donne pouvoir à M. Guy BOISSERIN
Mme Martine MORELLON donne pouvoir à Mme Monia BEN SLAMA

ABSENTS :

M. Jean-Luc BERARD
Mme Corinne JEANJEAN
M. Martial GILLE
M. Roland WILPUTTE

Publiée le 1^{er} décembre 2025

Objet : SYTRAL Mobilités : convention de sous-licence de marque covoiturage

Vu le rapport établi par M. Damien COMBET :

La CCVG a confié dans le cadre d'une délégation de compétences sa mission d'organisation des services de mobilités partagés à SYTRAL Mobilités (le tout étant encadré par une convention de délégation). Ainsi les services de covoiturage sont organisés par SYTRAL Mobilités sur le territoire.

La Métropole de Lyon reste la seule propriétaire des marques liées au services suivantes :

- « En Covoit »,
- « En Covoit Rendez-vous »,
- « En Covoit lignes ».

La Métropole de Lyon a également délégué sa compétence d'organisation des services de mobilités partagés et a conféré à SYTRAL Mobilités une licence afin de lui permettre d'exploiter et de faire rayonner les marques figuratives sur l'ensemble des territoires lyonnais. Cette licence prévoit expressément la possibilité pour SYTRAL Mobilités de conférer à son tour des sous-licences d'utilisation des marques à ses membres.

Dans le cadre de sa participation à la mission d'organisation des services de mobilités partagées confiée à SYTRAL Mobilités, la CCVG pourra être amenée à utiliser et faire rayonner les marques pour lesquelles SYTRAL Mobilités lui concède un droit d'utilisation – une licence.

Dans ce cadre il est proposé la signature d'une convention, ci-jointe à la présente, permettant la concession de licence d'utilisation des marques, pour la réalisation exclusive des services relevant de la participation de la CCVG à la mission confiée à SYTRAL Mobilités par la convention de délégation.

La licence est consentie à titre gratuit et sa durée est alignée sur la durée de la convention de délégation.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres votants,

APPROUVE la convention de sous-licence de marques liée à la convention de délégation de compétence de la mission d'organisation des services de mobilités partagées entre SYTRAL Mobilités et la CCVG,

AUTORISE Madame La Présidente à signer ladite convention et tout document s'y rapportant.

Extrait certifié conforme,

¹ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa réception. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite)